

31

CONVENTION NATIONALE DU PARTI SOCIALISTE

16 JANVIER 1988

DISCOURS DE Pierre MAUROY

Mes chers camarades,

A quelques cent jours de l'élection présidentielle, chacun mesure ce que cette Convention porte en elle de grave, et peut-être d'exceptionnel.

Grave parce que nous évoquons l'élection présidentielle c'est-à-dire le scrutin qui permet aux Français de se prononcer sur des choix fondamentaux et confère au Chef de l'Etat une légitimité qui commande à toutes les autres. Cette dimension nous oblige à un débat clair et responsable.

Exceptionnel aussi, parce que j'ai la conviction que nous vivons des années

décisives. Selon la détermination dont nous, socialistes, saurons faire preuve, les voies de l'avenir peuvent beaucoup changer.

Notre devoir, aujourd'hui, au terme d'un débat complet, est de nous mettre en ordre de bataille. Il nous appartient de nous retrouver sur l'essentiel afin d'offrir une ambition au pays, tandis que Jacques CHIRAC

se limite à rassembler sa clientèle et que Raymond BARRE se contente de faire don de ses silences à la France.

Forts de la prise en compte des aspirations des militants qui constituent de précieuses indications sur l'état de l'opinion, nous engageons la première étape d'une mobilisation qui doit nous conduire, nous l'espérons tous, à une victoire à la présidentielle, puis à un retour de la gauche au gouvernement.

Pour ce qui est du message que nous ont adressé, au travers de leurs débats, de leurs réflexions, et de leurs votes, les militants, l'indication me semble être claire : les socialistes veulent un parti rassemblé, mais un parti rassemblé à gauche.

Avant tout, volonté de rassemblement,
qui se traduit dans le score tout à fait
impressionnant et exceptionnel - 90% - obtenu
par l'ensemble du texte des propositions.

2
a

Ce score il faut le souligner, car nous
n'avons pas pour habitude d'atteindre de tels
sommets!

Il est un gage de notre cohésion.

par la suite pour
cette

Il est un incontestable succès pour la
direction du parti mise en place au Congrès de
Lille.

Un succès pour l'ensemble du travail réalisé et
ceux qui ont travaillé avec lui -

Lionel a bien raison de se réjouir et
nous nous en réjouissons tous avec lui.

Les socialistes veulent un parti
rassemblé, mais un parti rassemblé à gauche, et je -
ne suis pas d'accord

C'est vrai de ceux qui ont voté les
amendements proposés par Jean POPEREN ou
Jean-Pierre CHEVENEMENT. Dans beaucoup de cas,
ils se sont prononcés moins sur le contenu
précis de l'amendement que sur la volonté de
faire passer ce message.

→ hypothèse
= Jean Arques

6

C'est vrai aussi pour l'immense majorité des autres militants. Tout en repoussant des mesures précises qui ne leur semblaient pas intégrables, et qui sont refusées par l'ensemble des partenaires, y compris syndicaux qu'elles devraient concerner, ils n'en ont pas moins réaffirmé la même ~~volonté~~ ^{volonté} : celle d'un ancrage à gauche, ^{celle} d'une ~~convergence~~ ^{convergence} à gauche par tout le back!

Cette volonté, qui n'a rien à voir avec l'affirmation d'un quelconque sectarisme, me semble significative, ~~et positive~~

Elle témoigne en effet d'un retour sensible du balancier politique. Un retour certes plus rapide au parti socialiste qu'il ne l'est chez les Français en général.

Mais peu importe. Ce qui compte, c'est le mouvement amorcé. Hier encore, mes chers camarades, nous étions sur la défensive. Partout les idées que nous défendions, celle de justice, de réduction des inégalités, de solidarité, étaient attaquées et le libéralisme ~~était~~ ^{voulait} installé en maître.

C'est que les idées pour lesquelles nous nous battons étaient suspectées d'être à l'origine même de la crise économique.

Il fallait faire reculer l'Etat
favoriser les gagnants, les revenus non
salariaux au détriment des autres, augmenter le
rendement du capital sans prendre la peine de
distinguer le capital productif et le capital
spéculatif, s'attaquer aux contrats de travail,
mettre en cause la retraite à 60 ans et la
sécurité sociale. Et alors la croissance
repartirait comme elle était répartie aux
Etats-Unies ainsi qu'en témoignait le succès du
modèle réaganien. C'est ce que nous ne cessons
d'entendre!

5

Aujourd'hui, si le balancier repart
vers la gauche, c'est qu'en l'espace de
quelques mois cette idéologie néo-libérale,
vient de faire naufrage.

néo-libérale,

Les Français ont dressé le bilan :

• Recul des revenus et de l'emploi des
salariés;

• Bond en avant du chômage, ~~qui ne s'explique~~
~~s'attache aujourd'hui à maquiller par des~~
~~manipulations statistiques~~ à peine contenu par
un ralliement tardif et gêné ~~de la part~~ au traitement
social du chômage !

Quant à la reprise promise de la
croissance : ~~répondre~~ *répondre ou est-elle ?*

Quant à

La reprise de l'investissement : voire
puisque l'investissement productif stagne

6

→

En réalité, les interrogations qui
existaient depuis plusieurs mois se sont
transformées en un rejet ~~massif~~ avec le krach
boursier d'octobre. La tromperie devenait
manifeste. On avait répété aux Français que la
croissance de l'Amérique reposait sur
l'adoption par Ronald REAGAN de méthodes
libérales et voilà qu'~~à la suite du~~ krach les
Français ont découvert que le prétendu miracle
américain reposait sur de toutes autres bases :
sur des déficits financiers énormes qui avaient
pu trouver une partie de leur source de
financement dans l'austérité imposée à
l'Europe!

(cac)

Le libéralisme triomphant, celui du
début des années 80 quand l'ère REAGAN se
confondait avec la saga de Rambo, s'est vu
brutalement démenti par les faits. Il n'y a
plus ni idéologie, ni savoir-faire libéral,
mais une implacable logique: celle qui livrait
nos économies à la tyrannie du court terme et

de la spéculation.

Le libéralisme s'est fracassé contre le
désaveu des faits.

L'absence de coordination
= Tout d'abord, ~~l'absence coordonnée~~
des économies mondiales, marquées par des
déséquilibres massifs, un endettement
croissant, l'incohérence des prix des matières
premières, une évolution cahotique des
monnaies. Autant de volcans menaçants, de défis
à la raison.

La faiblesse de toute forme
d'organisation de l'économie mondiale, liée à
la réticence traditionnelle des dirigeants
libéraux, est sans doute l'une des causes les
plus graves de la crise que nous connaissons.
C'est cette absence de coordination qui nous
oblige aujourd'hui à tolérer un rééquilibrage
des échanges mondiaux hautement défavorables à
l'Europe. Et dans un contexte de net
ralentissement de l'activité, voire de
récession.

L'hésitation et les réactions trop
tardives des grands pays industrialisés ont mis
à se retrouver autour d'une table aussitôt

après le krach boursier témoigne, une fois de

plus, que rien ne se fera si les égoïsmes
nationaux ne s'effacent pas devant une
nécessaire solidarité.

8

• L'aveuglement idéologique des libéraux
les a ~~passé~~ ^{permettes} à attendre de l'aggravation des
déséquilibres une solution aux dégâts qu'ils
provoquaient. ~~M. BALLADUR, doit se prononcer à~~
~~présent pour une organisation monétaire~~
~~internationale et une Banque Centrale~~
~~européenne. Il aura fallu le~~ ^{siècle} ~~crash~~ ^{pour} ~~boursier~~
pour qu'il rencontre cette évidence!

• Le second aveuglement du libéralisme, a
été de croire que l'on pouvait se contenter
d'asseoir le développement de la société
française sur la domination de l'argent. ~~Comme~~
~~si le capitalisme populaire, philosophie~~
~~rabougrie héritée des courants affairistes du~~
~~XIXème siècle, pouvait donner une perspective~~
~~aux citoyens d'une société hautement~~
~~industrialisée dont les valeurs sont en~~
~~profonde transformation.~~

64
6 On n'ironisera jamais assez sur ce
libéralisme néophyte, de ces tout récents
convertis au culte du recul de l'Etat, et qui,
par leur zèle brouillon et intempestif, ont en
quelques mois beaucoup détruit et pratiquement

rien bâti.

Il en résulte pour nous Français, une sanction concrète. Au cours de ces deux années, la France n'a pas utilisé les marges considérables que lui offraient le succès des politiques de redressement engagées en juin 82

et renouvelée et adaptée en mars 1983. Elle n'a pas poursuivi l'indispensable effort de modernisation industrielle en dépit d'un contexte international exceptionnellement favorable ^{France de redressement} ~~pres de~~ 100 milliards d'allègements de nos importations énergétiques.

fader Cette modernisation industrielle, nous en avons pourtant jeté les bases et nous l'avons poursuivie ~~jusqu'en~~ jusqu'en 1986. Les marges des entreprises se sont redressées grâce à l'effort collectif ~~des salariés~~ ^{et de tous les} français ~~aujourd'hui bien mal récompensés.~~ Cet effort le gouvernement de Jacques CHIRAC l'a détourné au profit d'une minorité de privilégiés et il sera entièrement dilapidé si la droite reste au pouvoir.

~~Ce gouvernement a préféré tourner le dos à l'objectif de modernisation industrielle en démantelant les procédures d'intervention~~

~~les plus efficaces, au profit d'une économie
financière et spéculative. La privatisation
s'est faite contre l'impératif industriel.~~

10

Le vrai bilan de ce gouvernement, c'est
une occasion manquée, une chance gâchée pour la
France et les Français.

Jacques CHIRAC le sait bien qui a dû
réduire Raymond BARRE au silence en lui
imposant à intervalles réguliers une
thérapeutique à base d'engagement de
responsabilité.

Mais c'est bien là le prix que le
député de Lyon doit payer par son attitude :
une impuissance qui le pousse à cultiver un
isolement si splendide que les Français
seraient en droit de se demander s'il sollicite
leurs suffrages ou s'il se contente de ce rôle
de candidat suppléant dans lequel nous le
voyons ~~s'embourber~~ ^{se complaire}. Aujourd'hui l'actualité
nous confirme que la droite a son candidat
titulaire J. CHIRAC, ce qu'on savait depuis mars
1986.

Attendre la
suite

Voyant le sol se dérober sous elle,
constatant l'effondrement de ses références
intellectuelles, de ses valeurs idéologiques et

boursières, la droite cherche à nous
disqualifier. Faute de pouvoir convaincre elle
s'efforce de salir.

Nous subissons ainsi les attaques les
plus ^{puissantes} ~~sordides~~, des manoeuvres insidieuses. Une
entreprise systématique d'organisation de la
calomnie politique, se développe avec la
complicité active de certains secteurs du
gouvernement.

A chaque épisode, le même mauvais
scénario : d'abord une proclamation brutale,
accusatrice, diffamatoire. Puis le silence
soudain qui rend vaine la réplique : le mal est
fait. Ensuite, comme si la culpabilité avait
l'autorité de la chose jugée, un discours
général et insidieux qui vise à disqualifier la
victime. Enfin bien plus tard une rectification
discrète rétablissant les faits. Ils sont
décidément les maîtres... pour ce genre
d'affaires...

Si nous n'avons pas été affaiblis par
de telles manoeuvres, c'est que le procédé
heurte plus qu'il ne convainc. Mais il recèle
un immense péril, celui de mettre en doute, aux
yeux des Français, la valeur du débat
politique, et donc d'atteindre la démocratie.

Nous avons répliqué, et nous avons bien fait. Nous devons le faire encore si besoin est.

chc est l'essence
Bref, le mirage libéral se dissipe et avec lui l'attrait pour les solutions de la droite.

L'opinion publique est désormais prête à écouter un autre langage, à se tourner à nouveau vers la gauche.

A condition bien évidemment que la gauche ait un discours à lui tenir.

Les solutions aux difficultés actuelles nous les recherchons dans deux directions :

- 1)- au niveau international dans la reconstruction d'un nouvel ordre économique.
- 2)- au niveau national dans une recomposition de notre société et de notre infrastructure économique.

Car la crise, c'est bien cela : l'inadéquation de structures anciennes à des

conditions de production et de consommation qui en vingt ans se sont totalement transformées.

Qui ne voit que la politique de Mikhaïl GORBATCHEV, même si nous devons nous garder de tout optimisme irraisonné, offre des perspectives nouvelles de coopération économique ? Et la paix en s'imposant crée une dynamique de croissance.

Qui ne voit à présent que la politique de régression sociale menée par la droite ~~et souhaitée par le patronat~~, est l'erreur majeure?

Qui ne voit que le discours gouvernemental sur la modernisation de l'Etat, l'amélioration du service aux usagers se traduit par une véritable paupérisation du ~~secteur~~ public ?

Mes chers camarades, j'ai la conviction que le temps est venu d'affirmer l'urgence et l'opportunité de notre projet.

L'échéance présidentielle doit nous trouver prêts à assumer toutes nos responsabilités. Celles d'un nouveau septennat. Celles du gouvernement. La France aborde cette

élection dans un contexte tout à fait nouveau. Pour la première fois dans l'histoire, une législature a été complètement assurée par une majorité et un gouvernement de gauche. Malgré les coups de boutoir de la droite, nous avons fondé les grandes réformes qui assurent la modernisation de la France, de la décentralisation à la réforme de l'entreprise par exemple.

14

Nous avons fait la preuve que nous pouvions gouverner sans nous renier, gérer de manière responsable dans la fidélité à nos principes.

Ces deux années qui viennent de s'écouler ont, en outre, démontré je crois leur erreur à ceux qui avaient pu hésiter un instant à percevoir dans la cohabitation autre chose qu'une exigence constitutionnelle. Autre chose que la coexistence institutionnelle de deux pouvoirs que leur projet oppose!

Nous avons, au cours de ces derniers mois, fait ce qu'il convenait de faire.

Le congrès de Lille a marqué tout à la fois une volonté de synthèse et de maintien de notre ~~orientation à gauche~~ ^{orientation à gauche}. Ce sont les deux

~~orientation à gauche~~
~~orientation à gauche~~
14

conditions qui, historiquement, ont toujours assuré les plus larges victoires du socialisme.

Le courant socialiste, au début du siècle, a été puissant, tout en demeurant loin du pouvoir. Pour cette fin de siècle il peut devenir l'axe autour duquel s'organisera la vie du pays, le pôle de regroupement de tous ceux qui sont à gauche, ~~avant~~ de tous ceux qui refusent les impasses du libéralisme.



Ainsi, fermement ancré sur les positions de la gauche, sur notre orientation, qui sera déterminante, il est clair que nous attirerons les hommes et les femmes qui veulent une politique de progrès pour la France.

La claire réaffirmation de notre orientation, ~~que j'ai toujours souhaitée et qui vient d'être effectuée par les militants,~~ conduit au souhait unanime de dissolution après la présidentielle. Les Français eux-mêmes la souhaitent.

Pourquoi en avait fait un débat entre nous ?

Je me félicite ~~donc~~ que les militants aient refusé de s'enfermer dans un faux débat.

~~En conséquence,~~ La solution la plus simple et la plus souhaitable, serait que

l'ampleur de la victoire permette au Président de la République, dont c'est la prérogative constitutionnelle, de dissoudre l'Assemblée nationale.

Je dis bien : la solution la plus souhaitable, car tout autre hypothèse n'offrirait d'autre alternative que de prolonger, sous une forme ou sous une autre, la cohabitation

*avec une droite - pour nous à combattre -
avec une gauche qui nous combattra*

Voilà le seul schéma réaliste sur lequel nous devons travailler. Alors pourquoi nous lier par avance puisque la décision à prendre ne peut s'apprécier que par rapport à une situation politique dont nous ne connaissons pas aujourd'hui la teneur ?

Ayons donc confiance non seulement dans le Président que nous aurions élu, mais aussi en nous, en notre capacité de créer un rapport de forces. Tel que la dissolution sera, le moment venu, l'aboutissement naturel de notre combat. La dissolution ne se décrète pas avant la bataille. Elle résulte de la bataille!

*la bataille,
elle sera rude.*

Notre combat a besoin de clarté et de

cohésion.

De clarté ? Vous avons été clairs au

congrès de Lille, nous le sommes dans notre
projet et nous le sommes aujourd'hui

De cohésion ? les militants la veulent.

Ils viennent de le montrer massivement en
approuvant nos propositions.

Ils la veulent aussi pour le choix de
notre candidat qui interviendra dans les
prochaines semaines.

Quant à notre unité, elle n'a jamais
été en cause. Nous nous sommes rassemblés à
Epinay, nous nous sommes rassemblés aux Assises
du Socialisme, nous nous sommes rassemblés
autour de François MITTERRAND en 1981 pour un
septennat. Nous nous rassemblons aujourd'hui
pour gagner la bataille d'un nouveau septennat.

Allons maintenant au combat en sachant
que notre force, nos espoirs, même, dépendent
d'abord de notre unité,